**ALLOCUTION DE L'AMBASSADEUR DE FRANCE**

**LORS DE LA SESSION SOLENNELLE DE LA LIGUE DES HUMANISTES**

**Sarajevo – 24 février 2014**

Monsieur le ministre,
Monseigneur,
Monsieur le président de la Ligue des Humanistes,
Messieurs et Mesdames les élus,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,
Chers amis,

Lorsqu'il me fut proposé d'adresser un discours d'ouverture devant l'éminente manifestation de la Ligue des Humanistes, je me suis senti doublement honoré. J'ai bien évidemment accueilli avec joie cette invitation et l'ai reçue comme un double hommage.

Un hommage en premier lieu à la France, que j'ai l'honneur et le plaisir de représenter depuis bientôt quatre années en Bosnie-Herzégovine ; hommage à mon pays pour les idées qu'il a promues et défendues dans son histoire contemporaine ; hommage – s'il fallait citer un exemple devant cette assemblée – à la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen adoptée le 26 août 1789, qui figure toujours aujourd'hui dans le préambule de notre Constitution.

Un hommage ensuite à René Cassin, un des grands humanistes du XX$^{e}$ siècle, président de la Cour européenne des droits de l'Homme, dont le nom est pour l'éternité associé à la Déclaration universelle des droits de l'Homme, ce qui lui valut l'attribution du Prix Nobel de la paix en 1968. Il repose au Panthéon de la République française.

Je veux aussi au début de mon propos saluer particulièrement les lauréats de ce jour. Mon hommage pour leur action rejoint le vôtre, tant j'ai œuvré dans le meilleur esprit avec certains d'entre eux, qu'il s'agisse de nos projets culturels dans le cadre du Centenaire en cette année 2014 (n'est-ce pas, chère Jasmina Pašalić, notre présidente de la Fondation « Sarajevo, cœur de l'Europe ») ou de l'engagement de Ratko Orozović qui m'a convié à présider le jury, en 2013, du festival du film de Jahorina !). Je salue également le journaliste renommé Zvonko Marić.

Revenant à René Cassin, je veux rappeler son soutien actif au message des humanistes, à l'appel de Philadelphie et Dubrovnik. Le monde, les citoyens du monde ont besoin de tels messages, qui sont autant de repères. Les lourdes images en provenance de Syrie, de Kiev ces derniers jours le confirment dramatiquement. Elles remémorent les paroles et l'action de Jean Jaurès, un autre ardent défenseur de la paix, mort assassiné sur l'autel de la guerre, le 31 juillet 1914, à la veille du Premier conflit mondial, cet « *abattoir international en folie* » pour reprendre les mots de Louis-Ferdinand Céline, que nous allons rappeler à la conscience collective dans une centaine de jours. Cent ans après, il est, plus que jamais, de notre responsabilité à tous de porter, avec toute la force de notre conviction, un message de paix et de réconciliation.

Car notre monde est mouvant, il porte et fait vivre les idées négatives dictées par l'ignorance, l'intolérance, les égoïsmes, le nationalisme qui n'est autre que l'extension à sa communauté

de son propre égoïsme. Ces idées forment progressivement un terreau fertile sur lequel croissent la haine et la guerre.
Pourtant, quand on relit les lettres des combattants de 1914, on se rend compte à quel point tous ces soldats, quelle que soit leur nationalité, étaient semblables, proches dans leurs souffrances et leur incompréhension des raisons pour lesquelles ils devaient subir leur calvaire. De fait, ce n'étaient pas des individus qui se faisaient la guerre, mais des communautés. L'histoire est remplie, saturée même, de guerres entre communautés. La promotion et la défense des intérêts d'une communauté – d'un peuple dirais-je ici – occulte la considération de l'individu, lequel doit être au centre de toute politique.

Ce monde, dans sa réalité, a besoin d'entendre l'expression de la conviction, quasi éthique, qui accompagne votre message de paix. Il demeurera la question de la conduite réaliste des affaires d'un monde traversé par les égoïsmes, le rejet de la différence, le nationalisme, le conflit.
Max Weber nous propose une réponse éminemment politique en nous suggérant de ne renoncer en rien à cette « éthique de conviction », mais de l'accompagner d'une autre démarche que dicte « l'éthique de responsabilité ». Ce raisonnement doit à mon sens guider la réflexion et l'action des leaders politiques.
Ainsi la question du désarmement mondial qui est l'un des messages de la déclaration de Dubrovnik. Oui, il faut l'affirmer et le revendiquer ! Dans le même temps que le réalisme politique ramène à la réflexion de Pascal pour qui « *le droit sans la force, c'est l'impuissance ; la force sans le droit, la tyrannie* ».
La synthèse entre conviction et responsabilité a conduit la France à retenir un concept par la suite consacré par les Nations Unies : la responsabilité de protéger. C'est dans cet esprit et pénétré de cette obligation que la France est intervenue militairement en Libye, au Mali, en République centrafricaine. Protéger non des régimes, mais des femmes et des hommes en danger dans leur intégrité physique, leur liberté, leur dignité !

Car c'est bien l'Homme, le Citoyen qui, une fois de plus, doit être au cœur du projet de société. En demandant la justice et du pain quotidien, n'est-ce pas précisément ce que réclament celles et ceux qui manifestent aujourd'hui, la reconnaissance de leur statut d'homme et de citoyen ?
Dans une région du monde où a trop prévalu la crainte, la peur, la haine de l'autre, il faut rappeler, chaque jour, le message des humanistes : nous sommes tous des citoyens du monde, mutuellement enrichis par nos différences.
Ce qu'a si bien exprimé Lacordaire, héritier des philosophes des Lumières, pétri des cultures du monde d'alors : « *Je suis Athénien* – écrit-il – *Romain, j'habite au pied du Parthénon, et j'entends, du haut du Capitole, Cicéron qui me parle et m'émeut* »./.

Roland GILLES